



# BURKINA FASO



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU DEVELOPPEMENT



COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)

## TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf); [insdbf@yahoo.fr](mailto:insdbf@yahoo.fr) - Site web : [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

TBE n° 04/2015

# SOMMAIRE

<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>10</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>15</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>18</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>23</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>24</b>

## Secteur réel

Le quatrième trimestre 2015 a connu, comparativement au trimestre précédent une stabilité du niveau général des prix à la consommation. Cependant, il est observé une baisse générale des prix des produits agricoles et des prix du bétail et de la volaille. Une baisse est aussi constatée sur l'activité économique au cours du troisième trimestre 2015.

### COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
Prix constants, base 1999							
<b>Secteur primaire</b>	<b>310,4</b>	<b>265,4</b>	<b>168,1</b>	<b>272,5</b>	<b>318,5</b>	<b>16,9%</b>	<b>2,6%</b>
Agriculture	197,3	151,6	53,4	157,2	202,8	29,0%	2,8%
Élevage	84,3	84,8	85,5	86,0	86,3	0,4%	2,4%
Sylviculture, pêche et chasse	28,8	29,0	29,2	29,4	29,5	0,4%	2,4%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>210,0</b>	<b>205,9</b>	<b>223,2</b>	<b>221,7</b>	<b>208,4</b>	<b>-6,0%</b>	<b>-0,8%</b>
Extraction	42,4	39,0	40,7	39,2	36,8	-6,2%	-13,1%
Industrie manufacturière	81,5	88,0	97,2	86,7	84,3	-2,8%	3,5%
Agroalimentaire	48,6	50,6	50,6	50,7	50,8	0,3%	4,6%
Égrenage et fabrication de textiles	5,0	9,1	18,1	7,2	4,2	-41,2%	-15,1%
Bois et métaux	15,1	15,2	15,2	15,4	15,6	1,0%	3,0%
Autres industries manufacturières	12,8	13,0	13,3	13,5	13,7	1,4%	6,9%
Énergie	11,4	12,5	15,7	17,3	14,6	-15,8%	27,9%
BTP	74,8	66,4	69,6	78,4	72,7	-7,3%	-2,8%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>500,5</b>	<b>477,6</b>	<b>475,6</b>	<b>524,6</b>	<b>501,9</b>	<b>-4,3%</b>	<b>0,3%</b>
Services marchands	311,9	301,0	282,2	319,5	325,6	1,9%	4,4%
Commerce	125,5	114,9	88,6	117,1	129,9	10,9%	3,5%
Hôtellerie et restauration	16,9	15,6	17,5	18,1	19,3	6,8%	14,4%
Transports	14,2	13,0	10,0	13,2	14,6	10,6%	2,6%
Télécommunication	65,6	69,5	73,5	76,5	73,5	-3,9%	11,9%
Services financiers	35,7	37,6	39,3	39,1	38,2	-2,5%	6,9%
Autres services marchands	53,9	50,4	53,3	55,4	50,2	-9,5%	-6,9%
Services non marchands	212,8	202,1	220,2	231,9	202,4	-12,7%	-4,9%
Administrations publiques	192,3	181,5	199,4	210,9	181,4	-14,0%	-5,7%
Autres services non marchands	20,5	20,6	20,8	20,9	21,0	0,4%	2,6%
SIFIM	-24,2	-25,6	-26,8	-26,7	-26,1	-2,4%	7,8%
<b>Impôts et taxes</b>	<b>115,7</b>	<b>108,2</b>	<b>111,1</b>	<b>122,3</b>	<b>111,4</b>	<b>-8,9%</b>	<b>-3,7%</b>
<b>PIB</b>	<b>1 136,5</b>	<b>1 057,1</b>	<b>977,9</b>	<b>1 141,1</b>	<b>1 140,3</b>	<b>-0,1%</b>	<b>0,3%</b>
<b>PIB_CVS</b>	<b>1 073,7</b>	<b>1 047,6</b>	<b>1 083,8</b>	<b>1 116,4</b>	<b>1 079,0</b>	<b>-3,4%</b>	<b>0,5%</b>



Au troisième trimestre 2015, la production intérieure brute a connu un recul par rapport à celle du 2ème trimestre 2015.

En effet, le PIB en volume a baissé de 0,1% en glissement trimestriel pour se situer à 1140,3 milliards FCFA au troisième trimestre 2015. Cette baisse serait due principalement au secteur tertiaire (-4,3%), notamment la valeur ajoutée de l'administration publique qui a baissé de 14% et les impôts et taxes qui baissent de 8,9%. De même, la valeur ajoutée du secteur secondaire a connu une baisse de 6% qui s'expliquerait par celles des BTP (-7,3), de l'activité de l'égrenage et fabrication de textiles (-41,2%), de l'énergie (-15,8%) et de l'activité d'extraction (-6,2%). La contre-performance des deux secteurs est atténuée par le secteur primaire qui a connu une hausse de 16,9% soutenue principalement par l'agriculture (+29%).

En glissement annuel, le PIB du trimestre a plutôt connu une légère hausse de 0,3%. Cette croissance se justifierait principalement par celle du secteur primaire (+2,6%). En outre, le secteur tertiaire a connu une évolution contrastée s'expliquant par d'une part, une bonne tenue des services marchands (+4,4%) et d'autre part par un recul des services non marchands (-4,9%). Quant aux impôts et taxes et au secteur secondaire, ils ont connu des baisses respectives de 3,7% et 0,8%.

Corrigée des variations saisonnières, la baisse du PIB lors de ce trimestre serait de -3,4% et cela pourrait s'expliquer par les troubles que le Burkina Faso a connu lors du putsch manqué de septembre 2015.

Source : MINEFID / INSD

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2014	2015	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>107,4</b>	<b>106,2</b>	<b>108,2</b>	<b>109,3</b>	<b>109,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,8%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	113,1	110,4	115,4	119,2	119,2	0,0%	5,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	99,1	97,3	99,1	100,1	97,9	-2,2%	-1,3%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	117,5	119,4	120,6	119,8	121,6	1,5%	3,5%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,6	98,3	98,3	98,1	97,9	-0,1%	-0,7%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	101,3	0,4%	0,4%
TRANSPORTS	114,7	112,5	110,6	110,7	109,9	-0,7%	-4,2%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	96,4	96,3	96,4	97,3	97,2	-0,1%	0,9%
ENSEIGNEMENT	108,1	108,1	108,1	108,1	108,6	0,4%	0,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	112,8	111,2	114,7	111,6	111,9	0,3%	-0,8%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,9	105,0	105,0	104,9	104,9	0,0%	-0,1%



Au quatrième trimestre 2015, le niveau général des prix à la consommation connaît une stabilité par rapport à celui du trimestre précédent. Cependant, comparativement au quatrième trimestre 2014, le niveau général des prix a augmenté de 1,8%.

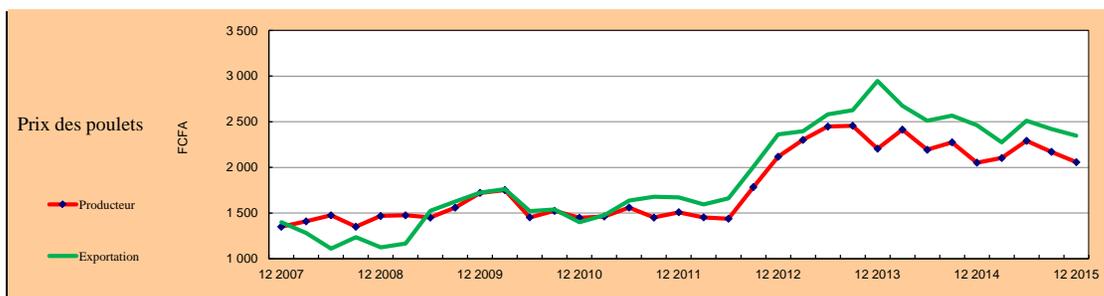
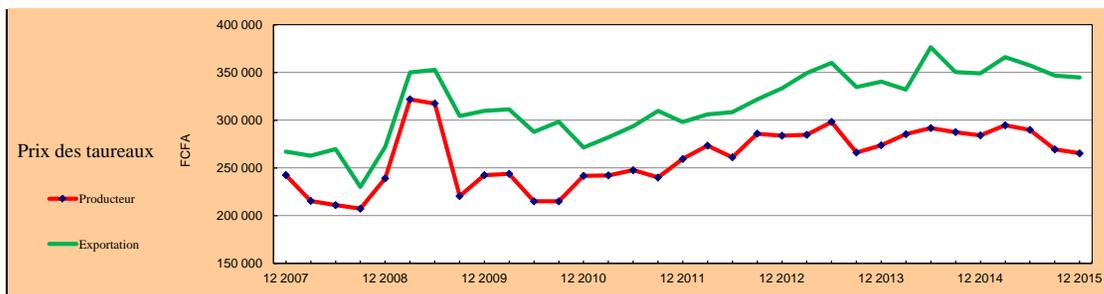
La constance observée en glissement trimestriel s'explique avant tout par la stagnation des prix des biens alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,0%). Si d'une part, on a noté des hausses de prix au niveau de certaines fonctions, notamment la fonction "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+1,5%), d'autre part, on a relevé des baisses de prix au niveau des fonctions telles que "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (-2,2%).

L'inflation en glissement annuel est essentiellement portée par une surenchère des biens alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,4%), et des services de logement et combustibles (+3,5%). Elle est atténuée par une baisse des prix des services de transports (-4,2%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-1,5%).

En fin décembre 2015, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (+0,9%) contre (-0,3%) en fin décembre 2014. La bonne tenue de la campagne agricole 2014-2015, la baisse des prix des carburants à la pompe et les mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère expliqueraient l'atténuation de l'inflation en dessous de 3%.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE								
Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement		
	2014	2015	2015	2015	2015	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	284 100	294 669	289 867	269 464	265 267	-1,6%	-6,6%	
Prix à l'exportation du taureau	349 145	366 162	357 496	346 911	344 713	-0,6%	-1,3%	
Prix au producteur du bœuf	38 221	39 182	37 944	34 517	34 100	-1,2%	-10,8%	
Prix à l'exportation du bœuf	50 076	52 950	50 282	48 643	47 638	-2,1%	-4,9%	
Prix au producteur du bouc	20 818	23 175	22 545	20 197	19 878	-1,6%	-4,5%	
Prix à l'exportation du bouc	32 050	33 945	33 051	30 750	29 773	-3,2%	-7,1%	
Prix au producteur du poulet	2 052	2 103	2 291	2 170	2 057	-5,2%	0,2%	
Prix à l'exportation du poulet	2 462	2 273	2 511	2 421	2 348	-3,0%	-4,6%	
Prix au producteur de la pintade	2 277	2 011	2 383	2 275	2 253	-1,0%	-1,1%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 370	2 237	2 508	2 401	2 363	-1,6%	-0,3%	



Au quatrième trimestre 2015, le marché des animaux s'est caractérisé par une baisse des prix des produits de l'élevage (bétail et volaille) comparativement à leurs niveaux du trimestre précédent, aussi bien sur les marchés de production que sur les marchés d'exportation. Ces prix sont également en baisse par rapport aux prix constatés l'an dernier sur tous les marchés. Le niveau d'approvisionnement des marchés à bétail a connu, quant à lui, une hausse (+11,3%) par rapport au trimestre écoulé.

La tendance générale observée des prix du bétail affiche une baisse par rapport au trimestre précédent sur les marchés de production. Ces baisses enregistrées sont particulièrement sensibles au niveau des prix moyens de taureau où la variation est de -1,6%. En glissement annuel, la même tendance est observée sur les marchés de production au niveau des prix du taureau, du bœuf et du bouc avec des baisses respectives de 6,6%, de 10,8% et de 4,5%.

Sur les marchés d'exportation les prix du bétail affichent également une tendance à la baisse par rapport au troisième trimestre 2015 avec des variations de -0,6% pour le taureau, de -2,1% pour le bœuf et de -3,2% pour le bouc. Comparativement à la même période de l'année 2014, les prix sont aussi en baisse de 1,3%, de 4,9% et de 7,1% respectivement pour le taureau, le bœuf et le bouc.

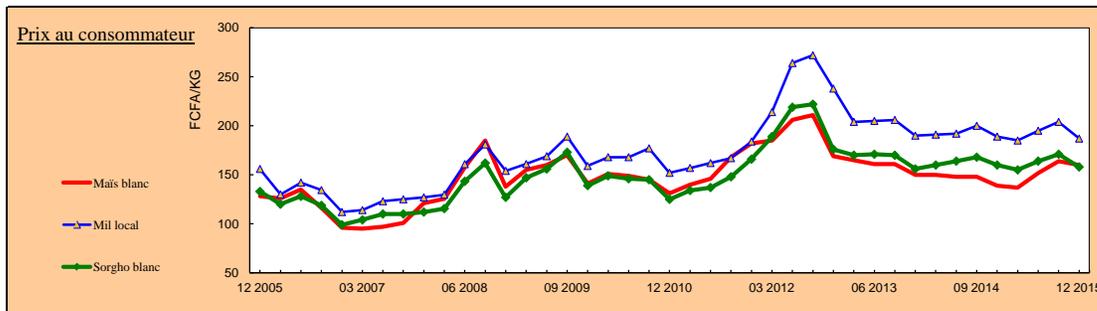
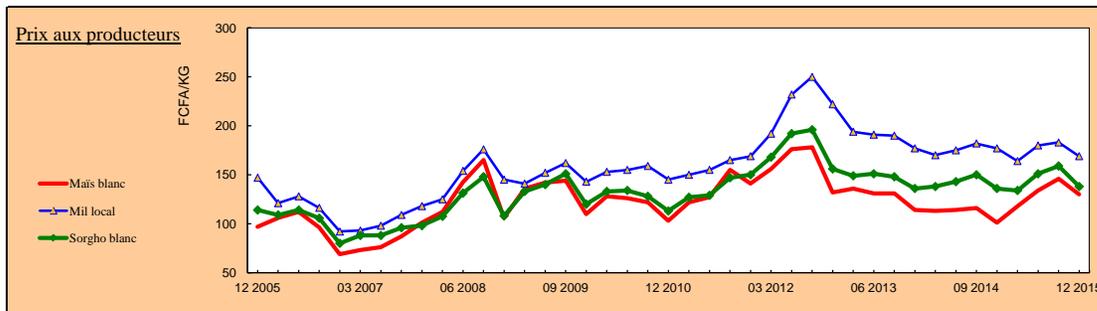
Les baisses observées sur les marchés de productions et d'exportation pourraient s'expliquer par la crise socio-politique qu'a connu le pays au troisième trimestre 2015. Cette crise aurait contribué à une baisse de 23,2% de la fréquentation des marchés à bétail par les acteurs nationaux et étrangers (Ghanéen, Ivoirien,...). Cela aurait eu pour corollaire la baisse des prix du bétail constatée sur les différents marchés.

La baisse des prix de la volaille serait due aux mesures de suspension d'importations par la Côte d'Ivoire, principale importateur de volaille burkinabè.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2014	2015	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	101,0	118,0	134,0	146,0	130,0	-11,0%	28,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	139,0	137,0	152,0	164,0	160,0	-2,4%	15,1%
Prix au producteur du mil local	177,0	164,0	180,0	183,0	169,0	-7,7%	-4,5%
Prix au consommateur du mil local	189,0	185,0	195,0	204,0	187,0	-8,3%	-1,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	136,0	134,0	151,0	159,0	138,0	-13,2%	1,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	160,0	155,0	164,0	171,0	158,0	-7,6%	-1,3%



Le quatrième trimestre de 2015 a été marqué par une amélioration de l'offre des produits agricoles en particulier céréalière sur les marchés. En cette période de récolte, la disponibilité céréalière est bonne sur les marchés. Ces derniers sont approvisionnés par les stocks paysans en reconstitution, mais aussi par les stocks commerçants. Cette hausse des céréales sur les marchés a entraîné une baisse des prix.

Les prix des principales céréales ont connu une baisse au cours de ce quatrième trimestre comparativement au trimestre précédent. Sur les marchés de collecte, le prix au producteur du maïs est passé de 146 FCFA/Kg à 130 FCFA/Kg soit une baisse de 11%. Pour le mil, le prix est passé de 183 FCFA/Kg au troisième trimestre à 169 FCFA/Kg soit une baisse de 7,7%. Pour le sorgho, on a enregistré une baisse de 13,2% avec 138 FCFA/Kg. Comparé au dernier trimestre de 2014, des variations de +28,7%, -4,5% et +1,5% ont été enregistrées respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. La forte hausse du prix du maïs s'explique par des prix assez bas relevés l'année passée suite à la présence des boutiques témoins.

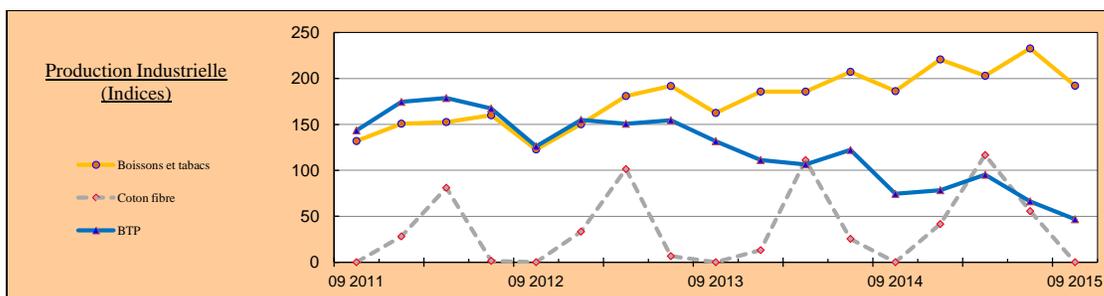
Au niveau des marchés de détail, les prix des céréales ont connu également des baisses de 2,4% pour le maïs, 8,3% pour le mil et 7,6% pour le sorgho. Les prix moyens au quatrième trimestre 2015 étaient de 160 FCFA, 187 FCFA et 158 FCFA le kilogramme respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho. Par rapport à la même période de 2014, ces prix donnent des variations suivantes : +15,1% pour le maïs, -1,1% pour le mil et -1,3% pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, le prix au consommateur du maïs est en hausse de 4%, celui du mil en légère baisse de 2% et celui du sorgho stable.

Au cours du trimestre prochain, les prix pourraient connaître une hausse. En effet, avec les reconstitutions des différents stocks (institutionnels et commerçants), la demande pourrait connaître des hausses et engendrer de légères hausses de prix. De même, la commercialisation du sésame pourrait engendrer une baisse de l'offre sur les marchés. Avec la vente de sésame qui procure des revenus assez conséquents, les producteurs n'approvisionneront que peu les marchés en céréales. Les hausses attendues seraient comprises entre 5% et 15% par rapport aux prix actuels.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

### INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	0,0	41,5	116,6	55,6	0,0	-100,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	154,6	192,6	187,0	198,8	160,0	-19,5%	3,5%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	11,6	43,8	116,7	61,4	9,2	-85,0%	-20,7%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	897,1	985,2	1 008,6	897,5	511,6	-43,0%	-43,0%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,0	140,0	142,2	145,7	121,0	-16,9%	0,0%
BOISSONS ET TABAC	186,2	220,7	203,0	232,7	192,1	-17,4%	3,2%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	121,0	140,0	142,2	145,7	121,0	-16,9%	0,0%
BOULANGERIES, MEUNERIES	134,9	144,2	139,1	127,4	129,7	1,8%	-3,8%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	89,3	136,5	156,7	132,0	94,3	-28,6%	5,6%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	128,4	66,8	117,0	119,0	101,7	-14,5%	-20,7%
INDUSTRIES CHIMIQUES	73,8	63,2	77,0	79,5	77,5	-2,5%	5,0%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	23,6	6,9	13,4	3,1	6,8	117,9%	-71,3%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	132,9	126,9	162,8	202,6	163,9	-19,1%	23,4%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	74,4	78,4	95,2	66,3	46,8	-29,4%	-37,1%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>124,7</b>	<b>142,2</b>	<b>160,0</b>	<b>167,8</b>	<b>131,0</b>	<b>-22,0%</b>	<b>5,0%</b>
<b>IHPI</b>	<b>118,1</b>	<b>133,7</b>	<b>151,5</b>	<b>154,4</b>	<b>119,8</b>	<b>-22,4%</b>	<b>1,5%</b>



L'activité industrielle est en recul au troisième trimestre 2015. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle passe de 154,4 à 119,8, soit une forte baisse de 22,4% par rapport au deuxième trimestre 2015. En glissement annuel, l'indice est en légère hausse (+1,5%).

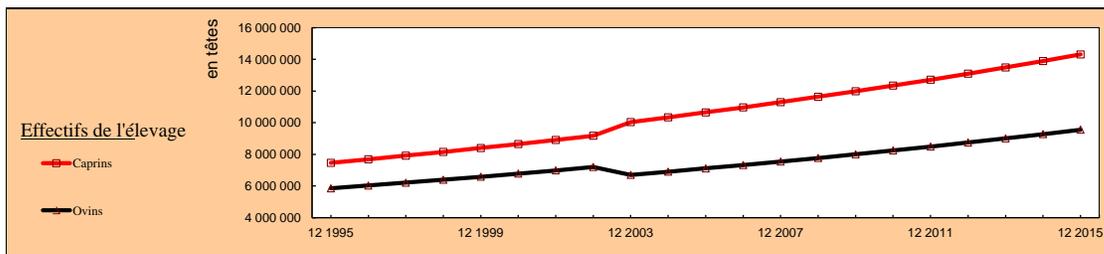
La baisse constatée est principalement due au ralentissement de l'activité dans le secteur eau, électricité et gaz. En glissement trimestriel, l'indice du secteur enregistre en effet une baisse de 19,1%, fortement entraînée par celle de la production d'électricité (-20,4%). En glissement annuel, l'indice du secteur conserve toujours sa hausse tendancielle (+23,4%). Aussi, les entreprises d'extraction de minerais métalliques et celles de fabrication de matériaux de construction ont-elles contribué au recul de l'activité industrielle avec des baisses respectives de leurs indices de 43,0% et 29,4% en glissement trimestriel. En glissement annuel également, les industries de fabrication de matériaux de construction connaissent une baisse de 37,1% et l'indice des industries minières décroît de 43,0%.

Enfin, la période d'inactivité saisonnière dans les industries d'égrenage de coton s'est traduite par une baisse de 100% de l'indice de la branche en glissement trimestriel. Les branches qui se sont mieux comportées au cours du trimestre sont celles des boulangeries et meuneries et celles des industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux dont les indices enregistrent des hausses respectives de 1,8% et 119,7%. Mais, en glissement annuel, ces deux branches d'activités industrielles sont en recul. Leurs indices sont en baisse de 3,8% et 71,3% respectivement.

Source : MINEFID / INSD

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Croissance moyenne	
						2011-2015	2014-2015
Effectif de bovins (en têtes)	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	38 638	39 797	40 991	42 220	43 487	3,0%	3,0%

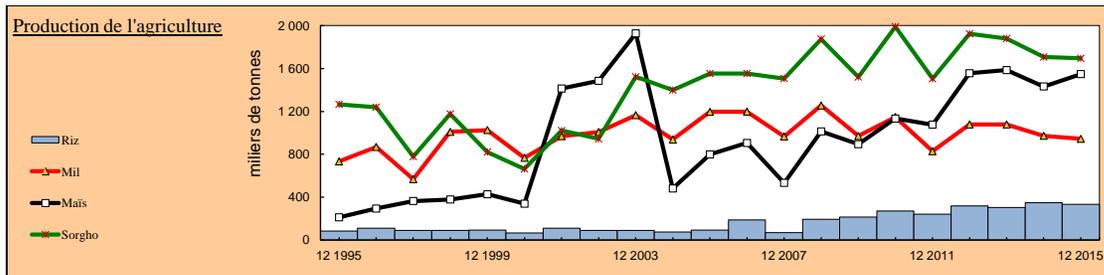


En attendant de disposer de paramètres zootechniques (taux de croît, taux d'exploitation, ...) et des données plus actuelles sur le cheptel, les données de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENECII) permettent d'avoir une projection en 2015 des effectifs du cheptel comme présenté ci-dessus.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Croissance moyenne	
						2011-2015	2014-2015
Production brute totale de céréales	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 535 939	5,5%	1,5%
dont : Production brute de mil	828 741	1 078 394	1 078 570	972 539	944 565	3,3%	-2,9%
dont : Production brute de sorgho	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 695 312	3,0%	-0,7%
dont : Production brute de maïs	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 548 349	9,5%	8,0%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	240 865	319 390	305 382	347 501	334 518	8,6%	-3,7%



Le quatrième trimestre 2015 a été marqué par les activités de récoltes et de reconstitutions des stocks surtout au niveau producteurs et la commercialisation des produits sur le marché. Ce trimestre a été aussi marqué par l'évaluation de la campagne agricole 2015/2016. Au cours de cette campagne, il est prévu une production céréalière nationale brute de 4.535.939 tonnes de céréales répartie comme suit : 1 548 349 tonnes de maïs, 944 565 tonnes de mil, 1 279 437 tonnes de sorgho blanc, 415 875 tonnes de sorgho rouge, 334 518 tonnes de riz et 13 195 tonnes de fonio.

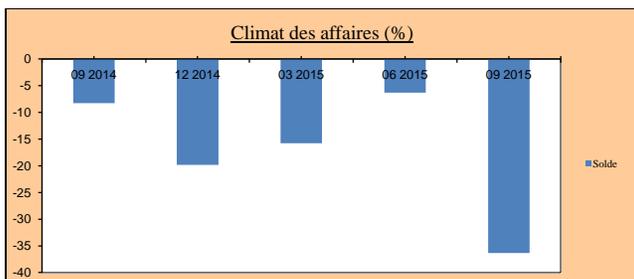
Comparée à la production céréalière de la campagne 2014/2015, la production céréalière pour la présente campagne, est en légère hausse de 1,5%. Hors mis le maïs et le fonio dont les productions sont en hausses respectives de 8,0% et 54,1%, les autres céréales (mil, sorgho et riz) connaissent des baisses plus ou moins importantes de leurs productions. Cette variation de la production céréalière par rapport à la campagne précédente s'explique par la baisse des superficies céréalières d'environ 3% que la hausse relative des rendements a en partie compensé. Les facteurs qui auraient conduit à une telle baisse des superficies sont les suivants :

- les caprices de la pluviométrie qui ont contraint les producteurs à procéder à des resemis et des substitutions de céréales avec les cultures de rente (le coton, l'arachide et le sésame) et dans une moindre mesure le niébé;
- les abandons de parcelles relativement importants et représentant plus de 150 000 ha de céréales du fait de l'installation difficile de la campagne.

Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles, la production céréalière de cette campagne reste quasi stable (0,96%), en raison notamment des baisses tendancielle de production des céréales traditionnelles (mil, sorgho, fonio) compensées en partie par les tendances à la hausse des productions de maïs et de riz. La production prévisionnelle totale des autres cultures vivrières s'établit à 791 904 tonnes dont 652 958 tonnes de niébé, 51 964 tonnes de voandzou, 49 595 tonnes d'igname et 37 387 tonnes de patate.

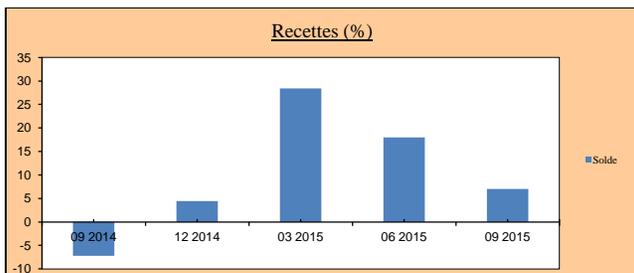
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

## SOLDES D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES



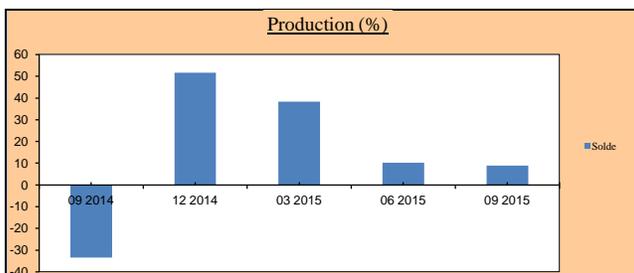
### Climat des affaires

Selon les chefs d'entreprises, le climat des affaires s'est dégradé au troisième trimestre 2015 par rapport au trimestre précédent. Cette dégradation entamée depuis l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 s'est accentuée avec les conséquences du coup d'Etat manqué du 16 septembre 2015.



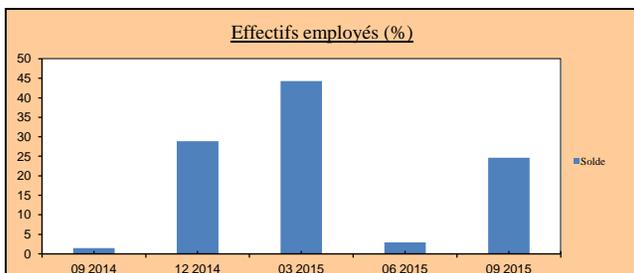
### Recettes

Cependant, l'activité économique d'ensemble est restée dynamique. Les ventes ont augmenté comparativement au deuxième trimestre et maintiennent ainsi leur tendance haussière entamée depuis le quatrième trimestre 2014.



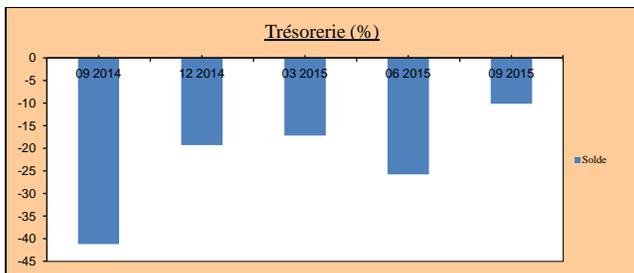
### Production

La production est également ressortie en hausse par rapport au deuxième trimestre 2015 et épouse la même tendance que celle des ventes.



### Effectifs employés

Après une stagnation au deuxième trimestre, les effectifs employés sont repartis à la hausse au troisième trimestre.



### Trésorerie des entreprises

En revanche, malgré la bonne tenue de l'activité économique, les tensions de trésorerie persistent au sein des entreprises.

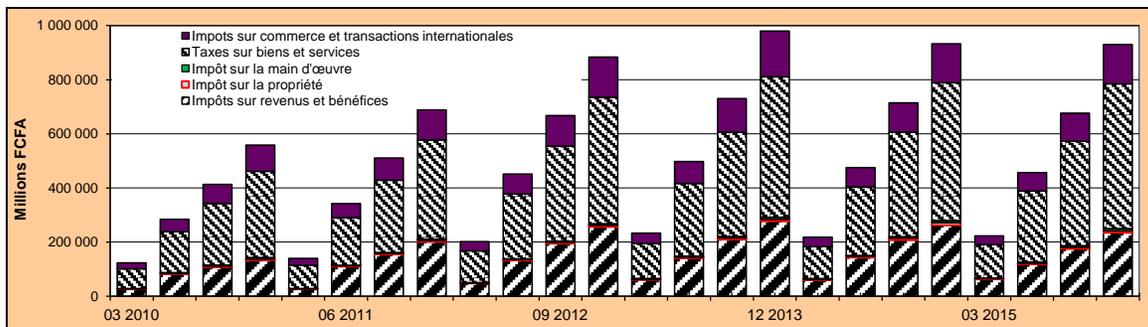
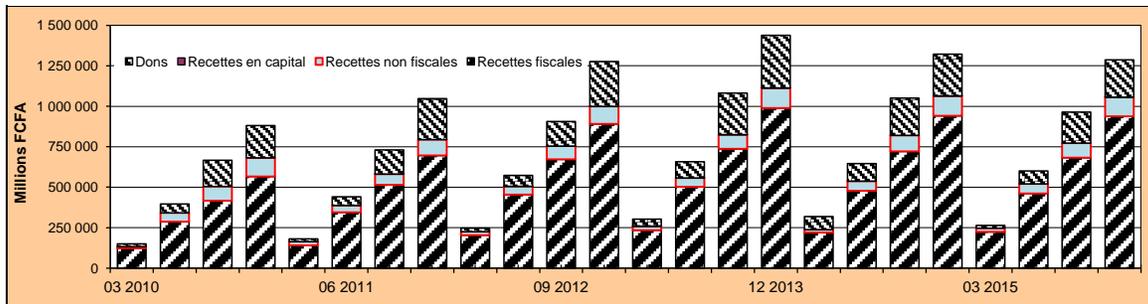
Source : MINEFID / INSD

## Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2015, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 85,5 milliards de FCFA, en amélioration de 28,0 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

### RECETTES TOTALES ET DONS

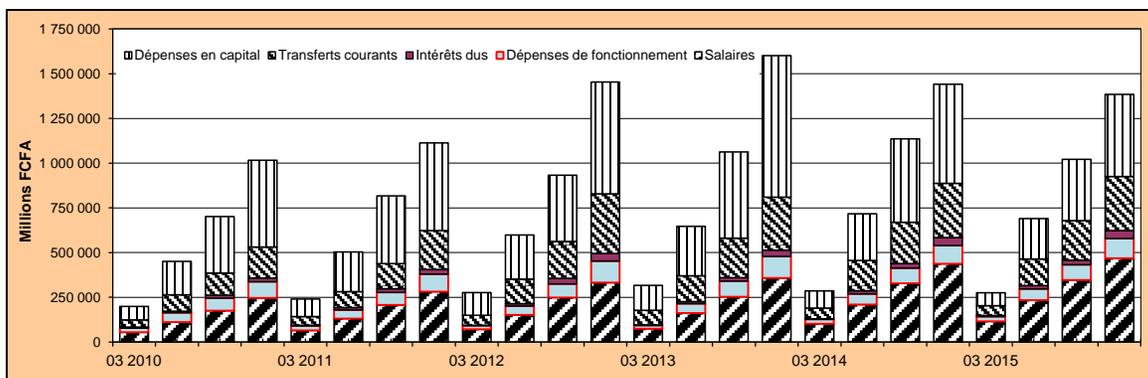
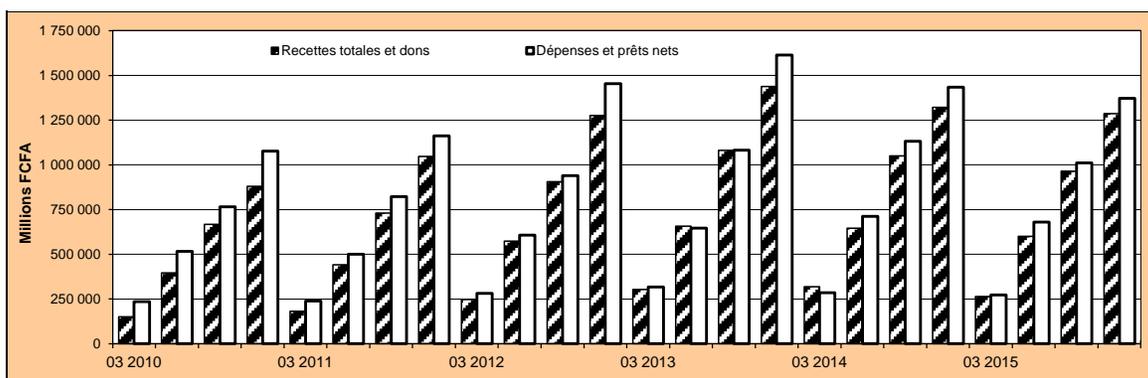
RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 428 887,5</b>	<b>1 321 150,3</b>	<b>263 647,0</b>	<b>600 418,8</b>	<b>964 223,3</b>	<b>1 286 223,6</b>	<b>90,0%</b>	<b>-2,6%</b>
Recettes totales	1 145 111,3	1 064 703,5	246 876,2	520 934,4	772 717,9	1 056 182,1	92,2%	-0,8%
Recettes courantes	1 145 111,3	1 064 691,9	246 876,2	520 934,3	772 717,8	1 056 182,1	92,2%	-0,8%
Recettes fiscales	1 035 210,4	940 681,6	224 236,2	460 769,7	682 321,9	937 664,0	90,6%	-0,3%
Impôts sur revenus et bénéfices	292 517,0	262 614,0	62 380,3	118 530,3	175 227,8	234 438,1	80,1%	-10,7%
Impôt sur la main d'œuvre	7 768,0	7 407,1	2 019,1	4 227,4	6 047,2	7 886,5	101,5%	6,5%
Taxe sur biens et services	555 020,3	509 613,9	124 284,8	262 424,9	385 850,4	535 343,7	96,5%	5,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	170 786,0	143 737,9	31 945,1	68 237,8	104 262,8	145 020,0	84,9%	0,9%
Autres recettes fiscales	9 119,0	7 884,6	1 753,1	3 798,8	5 653,3	7 495,3	82,2%	-4,9%
Recettes non fiscales	109 900,9	124 010,3	22 640,0	60 164,6	90 395,9	118 518,0	107,8%	-4,4%
Recettes en capital	0,000	11,571	0,017	0,073	0,073	0,083		-99,3%
<b>Dons</b>	<b>283 776,2</b>	<b>256 446,8</b>	<b>16 770,8</b>	<b>79 484,4</b>	<b>191 505,5</b>	<b>230 041,5</b>	<b>81,1%</b>	<b>-10,3%</b>
Projets	224 254,5	157 510,4	12 687,5	54 829,7	76 116,2	105 211,4	46,9%	-33,2%
Programmes	59 521,6	98 936,4	4 083,3	24 654,7	115 389,3	124 830,1	209,7%	26,2%



A fin décembre 2015, le TOFE affiche un niveau cumulé de réalisation des recettes et dons de 1 286,2 milliards de FCFA contre 1 321,2 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une contraction de 2,6%. Cette contraction s'explique par la baisse aussi bien des dons que des recettes propres. Les recettes propres se sont établies à 1 056,2 milliards de FCFA en repli de 0,8% par rapport à fin décembre 2014 où elles se sont situées à 1 064,7 milliards de FCFA. Ce résultat se justifie par les contre-performances enregistrées au niveau des régies de recettes, en particulier la DGI et la DGTCP. En effet, les recouvrements de la DGI et de la DGTCP se sont contractés respectivement de 3,6% (-18,6 milliards de FCFA) et de 2,0% (-2,3 milliards de FCFA) pour la période sous revue. Le niveau de réalisation de la DGI a été particulièrement marqué par la baisse des recouvrements de l'impôt sur les Bénéfices industriels et commerciaux (BIC) de 18,9% (-30,7 milliards de FCFA) entre fin décembre 2014 et fin décembre 2015. Cette baisse est la conséquence de la contre-performance des entreprises au cours de l'année 2014. Quant à la mobilisation des dons, elle s'est chiffrée à 230,0 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre 256,4 milliards de FCFA enregistré à fin décembre 2014, soit une baisse de 26,4 milliards de FCFA. Cette baisse est due exclusivement à la contraction des dons projets de 52,3 milliards de FCFA, les dons programmes ayant cru de 25,9 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS								
DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2015	2015	2015	2015		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 676 621,1</b>	<b>1 434 627,1</b>	<b>272 520,4</b>	<b>680 355,6</b>	<b>1 010 890,9</b>	<b>1 371 703,0</b>	<b>81,8%</b>	<b>-4,4%</b>
Dépenses	1 679 553	1 440 761,3	275 355,9	689 476,0	1 021 082,0	1 384 264,2	82,4%	-3,9%
Dépenses courantes	965 734	886 632,2	202 682,0	463 544,0	678 319,7	925 387,1	95,8%	4,4%
Salaires	469 215	437 287,4	115 319,2	233 685,3	346 568,9	468 529,6	99,9%	7,1%
Dépenses de fonctionnement	122 571	102 374,2	26 966,5	62 886,2	85 459,6	110 316,9	90,0%	7,8%
Intérêts dus	39 777	44 011,2	6 048,6	19 256,3	25 579,7	44 110,0	110,9%	0,2%
Transferts courants	334 172	302 959,4	54 347,8	147 716,1	220 711,5	302 430,5	90,5%	-0,2%
Dépenses en capital	713 818	554 129,1	72 673,8	225 932,0	342 762,4	458 877,1	64,3%	-17,2%
financées sur ressources propres	337 700	329 294,8	45 519,1	144 394,8	228 492,9	302 629,2	89,6%	-8,1%
Prêts nets	-2 932	-6 134,1	-2 835,4	-9 120,5	-10 191,1	-12 561,2	428,5%	104,8%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 1 371,7 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre 1 434,6 milliards de FCFA à la même période en 2014, traduisant une baisse de 4,4%. Cette baisse est due à la contraction des dépenses en capital, les dépenses courantes ayant connu un accroissement.

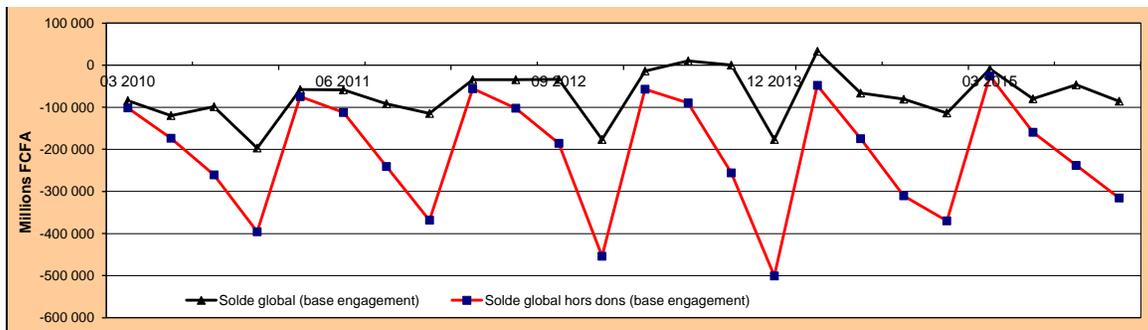
En effet, les dépenses en capital ont connu un repli de 95,3 milliards de FCFA (-17,2%) par rapport à fin décembre 2014 pour se situer à 458,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015. Ce recul est dû principalement à la baisse des investissements réalisés sur ressources propres (-26,7 milliards de FCFA) et des investissements sur ressources extérieures (-68,6 milliards de FCFA). La baisse des investissements sur ressources propres s'expliquerait principalement par le recentrage de l'Etat sur les projets en cours d'exécution au regard du contexte national marqué par une insuffisance de ressources.

Les dépenses courantes ont connu une hausse de 38,8 milliards de FCFA (+4,4%), expliquée par la hausse des dépenses de personnel de 31,2 milliards de FCFA et des dépenses de fonctionnement de 7,9 milliards de FCFA. Toutefois, il faut signaler au niveau des dépenses de transferts courants, qui ont connu une quasi stagnation (-0,2%), la baisse des subventions hydrocarbures (SONABEL) de 11,8 milliards de FCFA et celle des transferts aux EPE de 2,5 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

**SOLDES ET FINANCEMENT**

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2015	2015	2015	2015		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-247 733,6</b>	<b>-113 476,9</b>	<b>-8 873,4</b>	<b>-79 936,8</b>	<b>-46 667,6</b>	<b>-85 479,4</b>	<b>34,5%</b>	<b>-24,7%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-531 510	-369 923,7	-25 644,2	-159 421,2	-238 173,1	-315 520,9	59,4%	-14,7%
Solde primaire	-491 733	-325 912,5	-19 595,6	-140 164,9	-212 593,3	-271 410,8	55,2%	-16,7%
Solde de base	-155 391	-154 211,7	1 066,6	-78 329,1	-128 135,5	-163 951,8	105,5%	6,3%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-247 733,6</b>	<b>-37 485,9</b>	<b>-98 657,7</b>	<b>-94 986,4</b>	<b>-103 073,1</b>	<b>-183 488,8</b>	<b>74,1%</b>	<b>389,5%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-531 509,8	-293 932,7	-115 428,5	-174 470,8	-294 578,6	-413 530,3	77,8%	40,7%

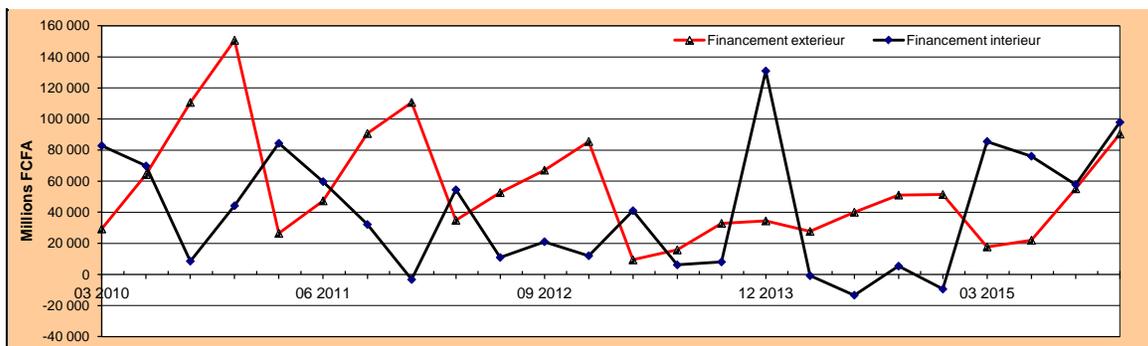


A fin décembre 2015, le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire à 85,5 milliards de FCFA contre un déficit de 113,5 milliards de FCFA à la même période en 2014, soit une amélioration de 28,0 milliards de FCFA.

Quant au solde global "base caisse", il s'est établi à -183,5 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre -37,5 milliards de FCFA une année auparavant, soit une aggravation de 146,0 milliards de FCFA.

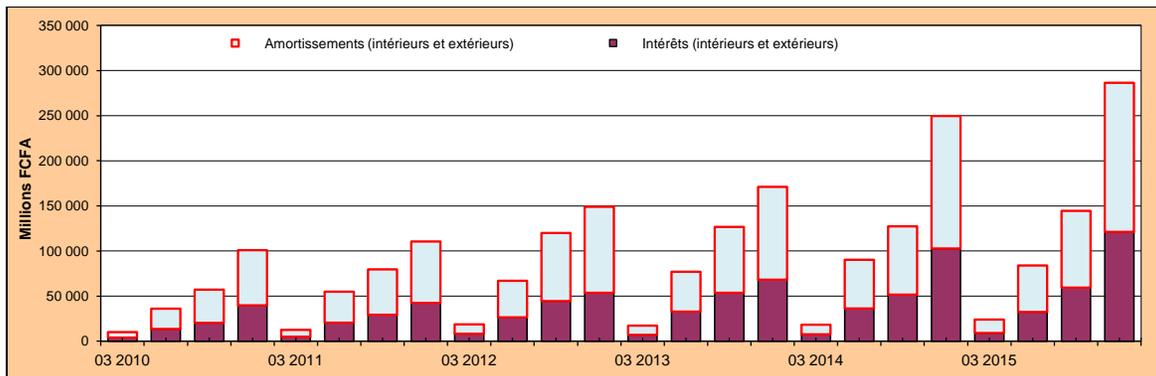
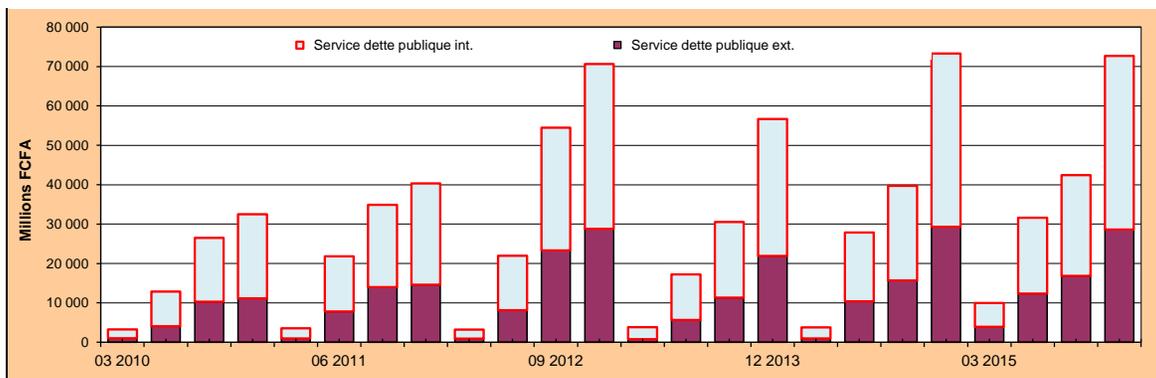
Ce déficit a été couvert par un financement extérieur net de 90,4 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 97,9 milliards de FCFA. La valeur positive du financement intérieur est portée aussi bien par les émissions d'obligations et de bons du Trésor que par le dégonflement des dépôts du Trésor en Compte courant postal. En effet, il y a eu six (06) émissions de bons du Trésor d'une valeur nette cumulée de 207,4 milliards de FCFA et deux (02) émissions d'obligations du Trésor d'une valeur nette cumulée de 96,9 milliards de FCFA en 2015.

FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2015)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2015	2015	2015	2015		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>119 989,6</b>	<b>41 975,9</b>	<b>103 273,8</b>	<b>98 065,5</b>	<b>112 908,6</b>	<b>188 283,2</b>	<b>156,9%</b>	<b>348,6%</b>
Financement extérieur	148 307,3	51 414,5	17 743,5	21 981,5	55 103,2	90 369,2	60,9%	75,8%
Décaissements extérieurs	184 551,4	82 221,1	22 529,4	34 768,4	71 924,8	122 080,8	66,2%	48,5%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-36 244,1	-30 806,6	-4 785,9	-12 786,9	-16 821,6	-31 711,6	87,5%	2,9%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-28 317,6	-9 438,6	85 530,3	76 084,0	57 805,4	97 914,0	-345,8%	-1137,4%
Financement bancaire	-3 077,1	-21 250,9	66 014,0	27 957,3	-16 539,8	33 635,3	-1093,1%	-258,3%
Secteur non bancaire	-25 240,5	11 812,3	19 516,3	48 126,7	74 345,1	64 278,7	-254,7%	444,2%
Gap de financement	-127 744,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE								
SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2015)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2015	2015	2015	2015		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>70 130,0</b>	<b>146 872,0</b>	<b>15 078,6</b>	<b>51 636,7</b>	<b>85 076,5</b>	<b>165 303,2</b>	<b>235,7%</b>	<b>12,5%</b>
Amortissements (int. et ext.)	50 100	102 860,8	9 030,0	32 380,4	59 496,8	121 193,2	241,9%	17,8%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	44 011,2	6 048,6	19 256,3	25 579,7	44 110,0	220,2%	0,2%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>40 525,4</b>	<b>101 366,2</b>	<b>8 154,2</b>	<b>31 946,1</b>	<b>59 512,2</b>	<b>118 079,5</b>	<b>291,4%</b>	<b>16,5%</b>
Amortissements	28 868	72 054,2	4 244,1	19 593,6	42 675,2	89 481,5	310,0%	24,2%
Intérêts	11 657	29 312,0	3 910,0	12 352,5	16 837,0	28 598,0	245,3%	-2,4%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>29 604,6</b>	<b>45 505,8</b>	<b>6 924,4</b>	<b>19 690,7</b>	<b>25 564,3</b>	<b>47 223,7</b>	<b>159,5%</b>	<b>3,8%</b>
Amortissements	21 232	30 806,6	4 785,9	12 786,9	16 821,6	31 711,6	149,4%	2,9%
Intérêts	8 373	14 699,2	2 138,6	6 903,8	8 742,7	15 512,1	185,3%	5,5%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,6%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,5%</b>	<b>172,9%</b>	<b>4,6%</b>

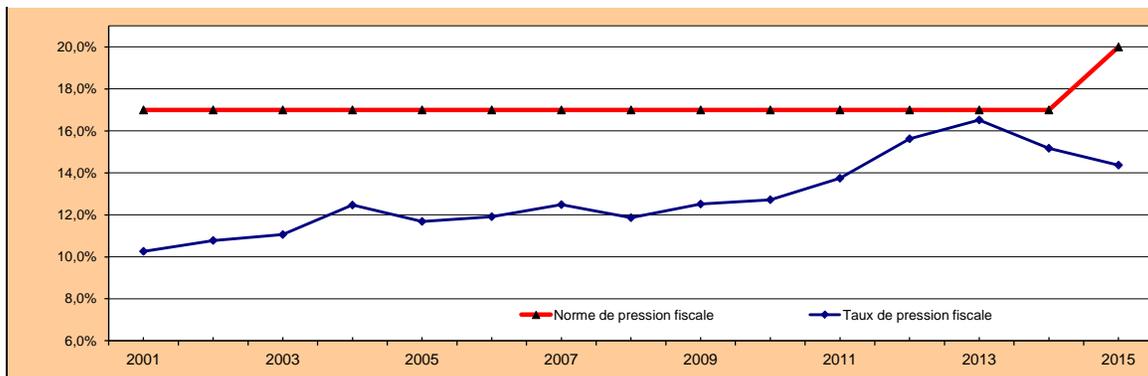


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 4,6% au 31 décembre 2015 contre 4,3 % à fin décembre de l'année dernière. Cela traduit un alourdissement du poids de la dette sur les ressources propres.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG		Normes		12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015
				Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>								
Solde budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-2,3%	-3,1%	-2,9%	-1,8%	-1,3%	
Taux d'inflation	≤	3%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%	
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	28,9%	27,7%	30,0%	31,8%	
<b>Critères de 2nd rang</b>								
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%	
Taux de pression fiscale	≥	20%	13,7%	15,6%	16,5%	15,2%	14,4%	



En 2015, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté tous les trois (3) critères de premiers rang, à savoir le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal), le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2015. Le taux de pression fiscale s'est établi à 14,4% en 2015 contre 15,2% en 2014, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 50,0% en 2015 contre 46,5% en 2014, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

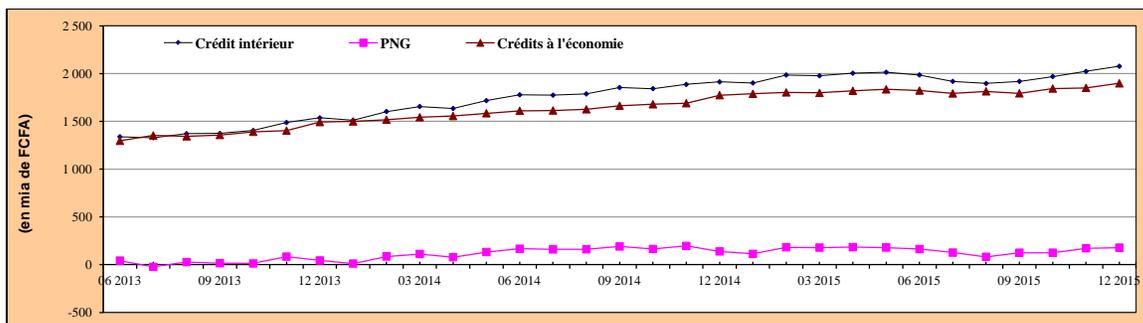
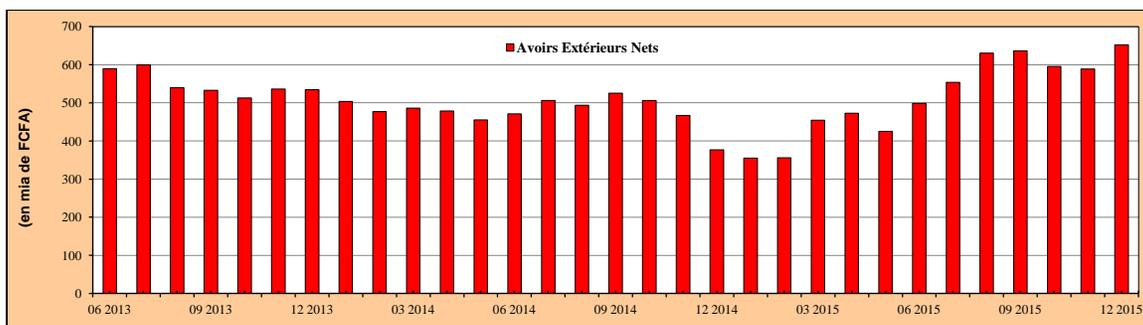
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un accroissement de 15,5 milliards des Avoirs Extérieurs Nets (+2,4%) qui sont passés de 636,4 milliards à fin septembre 2015 à 651,9 milliards à fin décembre 2015. Cette hausse est imputable aux banques de dépôts (+152,9 milliards), ceux de la Banque Centrale ayant régressé de 137,4 milliards.

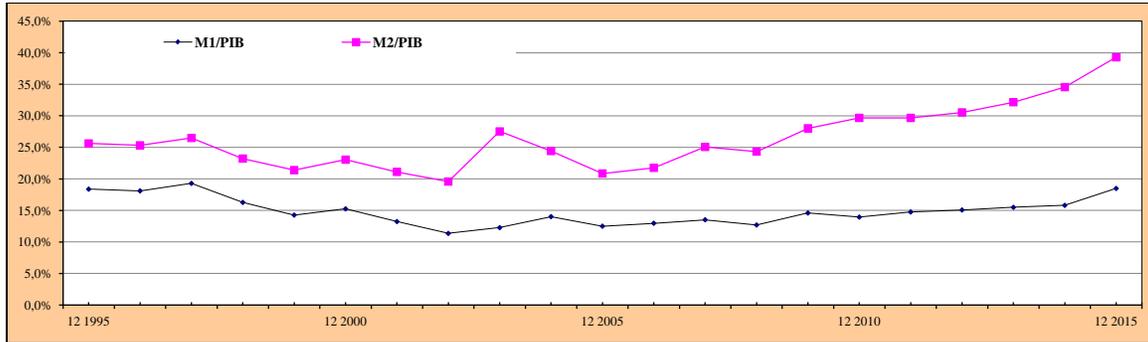
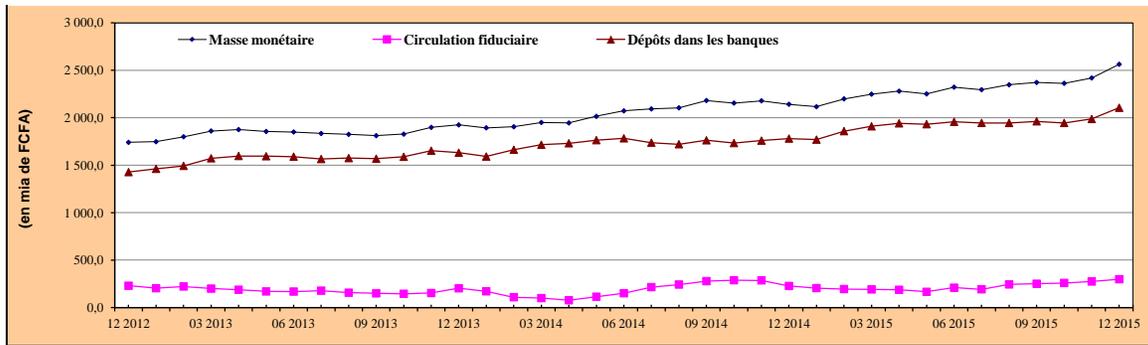
AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>377,1</b>	<b>454,4</b>	<b>498,9</b>	<b>636,4</b>	<b>651,9</b>	<b>15,5</b>	<b>2,4%</b>	<b>274,8</b>	<b>72,9%</b>
BCEAO	-127,8	-129,3	-63,9	-6,8	-144,3	-137,4	2011,8%	-16,5	12,9%
Banques	504,9	583,8	562,8	643,3	796,2	152,9	23,8%	291,3	57,7%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>1 912,8</b>	<b>1 976,9</b>	<b>1 985,4</b>	<b>1 918,2</b>	<b>2 076,3</b>	<b>158,2</b>	<b>8,2%</b>	<b>163,5</b>	<b>8,5%</b>
PNG	139,0	179,0	163,4	125,1	178,8	53,7	42,9%	39,8	28,7%
Crédits à l'économie	1 773,8	1 797,9	1 822,0	1 793,0	1 897,5	104,5	5,8%	123,7	7,0%
dont crédits à court terme	969,8	1 013,4	961,1	941,2	972,3	31,1	3,3%	2,5	0,3%
dont crédits de campagne	54,2	50,7	70,2	34,0	41,6	7,6	22,5%	-12,7	-23,3%
dont crédits à moyen et long terme	749,8	733,8	790,7	817,9	883,6	65,7	8,0%	133,8	17,8%
<b>Masse monétaire</b>	<b>2 141,8</b>	<b>2 248,4</b>	<b>2 322,2</b>	<b>2 371,4</b>	<b>2 563,2</b>	<b>191,8</b>	<b>8,1%</b>	<b>421,4</b>	<b>19,7%</b>
Circulation fiduciaire	227,9	191,5	209,9	251,6	299,2	47,6	18,9%	71,2	31,3%
Dépôts dans les banques	1 780,6	1 909,5	1 957,0	1 962,1	2 105,0	142,8	7,3%	324,4	18,2%
dont dépôts à vue	809,2	883,7	883,0	873,4	974,8	101,4	11,6%	165,6	20,5%
dont dépôts à terme	620,0	653,3	678,2	689,0	719,5	30,6	4,4%	99,5	16,0%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>148,2</b>	<b>182,9</b>	<b>162,2</b>	<b>183,2</b>	<b>165,0</b>	<b>-18,2</b>	<b>-9,9%</b>	<b>16,8</b>	<b>11,4%</b>

AGREGATS MONETAIRES	Dec.11	Dec.12	Dec.13	Dec.14	Dec.15
				Est.	Est.
<b>M1/PIB</b>	<b>14,7%</b>	<b>15,1%</b>	<b>15,5%</b>	<b>15,8%</b>	<b>18,5%</b>
<b>M2/PIB</b>	<b>29,7%</b>	<b>30,5%</b>	<b>32,2%</b>	<b>34,5%</b>	<b>39,3%</b>



L'augmentation des AEN des banques commerciales est en lien principalement avec la hausse de leurs avoirs extérieurs bruts (+153,8 milliards, soit +15,8%) et s'expliquerait notamment par l'accroissement de l'encours de leur détention de titres publics des autres Etats de l'UMOA.

Quant à la baisse des AEN de la Banque Centrale, elle est imprimée par le repli plus important de ses avoirs extérieurs bruts (-145,6 milliards) par rapport à celui de ses engagements vis-à-vis des non résidents (-8,2 milliards).



Le crédit intérieur est ressorti à 2.076,3 milliards à fin décembre 2015, en accroissement de 158,2 milliards par rapport à fin septembre 2015.

A fin décembre 2015, la PNG s'est située à +178,8 milliards contre +125,1 milliards à fin septembre 2015. Cette détérioration de la PNG en glissement trimestriel (+53,7 milliards) s'expliquerait par une baisse des créances de l'Etat de 28,6 milliards, soit de 6,9%, accentuée par un accroissement de ses engagements (+25,1 milliards, soit +4,7%).

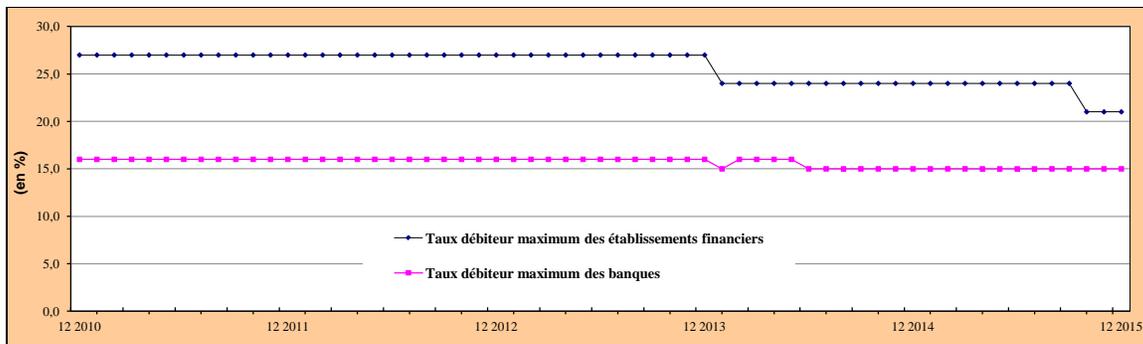
Les crédits à l'économie, en s'établissant à 1.897,5 milliards à fin décembre 2015 augmenté de 104,5 milliards (+5,8%) en variation trimestrielle. Cette expansion est imputable aux crédits ordinaires (+96,8 milliards) et aux crédits de campagne (+7,6 milliards).

La masse monétaire, en s'établissant à 2.563,2 milliards à fin décembre 2015, s'est accrue de 191,8 milliards (+8,1%) par rapport à fin septembre 2015. Cette expansion est en ligne avec l'accroissement des dépôts en banques et CCP/CNE (+144,3 milliards, soit +6,8%) et de la circulation fiduciaire (+47,6 milliards, soit +18,9%).

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	2. Trim. 2015	3. Trim. 2015	4. Trim. 2015	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	17,5	17,5	17,5	17,5	15,0	-14,3%	-14,3%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	18,0	18,0	18,0	18,0	19,5	8,3%	8,3%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	21,0	-12,5%	-12,5%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 04 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux antérieurs respectifs de 2,75% et 3,75%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au quatrième trimestre de 2015.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du dernier trimestre de 2015.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

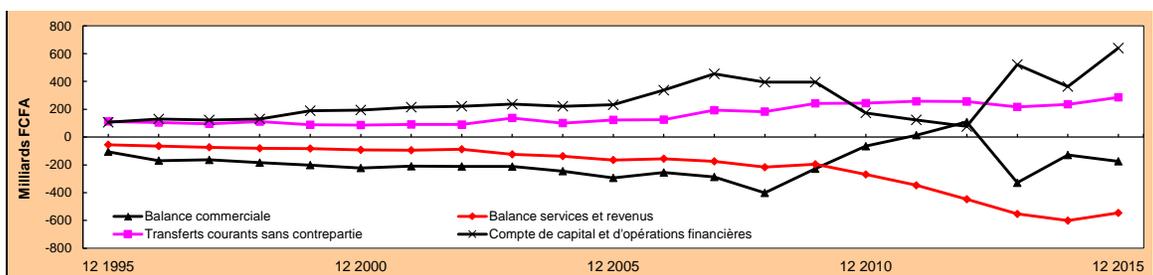
Sources : B.C.E.A.O.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Sur la base des estimations, les échanges extérieurs ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par une timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de baisse des cours des principaux produits d'exportation (or et coton) et du pétrole brut. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde sont caractérisées par une atténuation du déficit courant et une amélioration tant du compte de capital que du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	Dec 2011	Dec 2012	Dec 2013	Dec 2014	Dec 2015	Var. Thursday	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	ar./Wednesday	r./Tuesday
Exportations de biens FOB	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 396,1	2,5%	6,1%
Importations de biens FOB	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 569,8	5,3%	-4,5%
Balance commerciale	14,2	108,5	-328,8	-128,6	-173,7	35,1%	-47,2%
Services	-343,1	-407,6	-459,4	-423,2	-451,7	6,8%	-1,7%
Revenus	-3,7	-39,1	-93,3	-177,5	-93,5	-47,3%	0,2%
Balance des services et revenus	-346,8	-446,6	-552,7	-600,7	-545,2	-9,2%	-1,3%
Transferts courants sans contrepartie	257,0	255,3	216,9	236,1	286,1	21,2%	31,9%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-75,6	-82,9	-664,6	-493,2	-432,9	-12,2%	-34,9%
Transferts en capital	91,1	137,8	238,4	200,2	230,2	15,0%	-3,5%
Opérations financières	32,9	-61,7	282,9	163,5	410,0	150,8%	44,9%
Comptes de capital et d'opérations financières	124,0	76,1	521,3	363,7	640,1	76,0%	22,8%
Erreurs et omissions	-4,3	3,4	-3,8	-3,4	3,8	-212,7%	-199,7%
Solde global	44,1	-3,4	-147,0	-132,9	211,0	-258,7%	-243,5%



Au niveau des opérations courantes, le déficit de la balance des transactions courantes au titre de l'année 2015 se réduirait de 60,3 milliards de FCFA entre 2014 et 2015. Rapporté au PIB, la balance des transactions courantes passerait de -8,0% du PIB en 2014 à -6,6% en 2015. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 173,7 milliards en 2015, après un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 45,1 milliards de FCFA, en raison d'une hausse des importations (+78,9 milliards de FCFA) plus importante que celle des exportations (+33,8 milliards de FCFA). L'accroissement des importations est dû principalement aux biens d'équipement (+67,6 milliards de FCFA), biens intermédiaires (+55,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+25,4 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 74,9 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole. Quant à la hausse des exportations, elle est imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+124,6 milliards de FCFA) et de coton fibre (+18,8 milliards de FCFA).

S'agissant des échanges de services, ils ont dégagé un solde de -451,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 6,8%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

Le solde du compte de revenu primaire est ressorti à -93,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 47,3%, portée par l'atténuation du solde déficitaire des revenus des investissements. Quant au solde du revenu secondaire, il s'est établi à 286,1 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 50,0 milliards de FCFA (+21,2%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+45,0 milliards de FCFA) et des transferts privés (+4,8 milliards de FCFA).

Le solde du compte de capital s'est situé à +230,2 milliards de FCFA en 2015, en amélioration de 15,0% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un accroissement des transferts en capital de l'Administration Publique (+24,1 milliards de FCFA, soit +15,3%) et du secteur privé (5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%).

Au titre du compte financier, le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 410,0 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 246,5 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs et d'investissements de portefeuille se sont traduits en 2015 par des entrées nettes de capitaux respectives de 82,5 milliards de FCFA et 4,4 milliards de FCFA, correspondant respectivement à une diminution de 59,2 milliards de FCFA et une progression de 90,6 milliards de FCFA.

Sources : B.C.E.A.O.

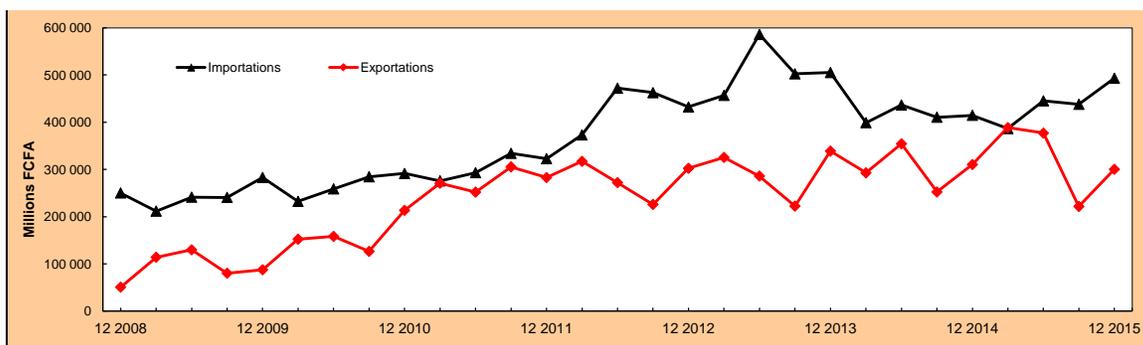
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>							
<b>IMPORTATIONS EN VALEURS</b> (En moi de Francs CFA)	<b>4. Trim.</b>	<b>1. Trim.</b>	<b>2. Trim.</b>	<b>3. Trim.</b>	<b>4. Trim.</b>	<b>Glissement</b>	
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2015</b>	<b>2015</b>	<b>2015</b>	<b>trimestriel</b>	<b>annuel</b>
<b>TOTAL</b>	<b>414 702,7</b>	<b>386 613,0</b>	<b>445 355,2</b>	<b>438 004,7</b>	<b>493 216,1</b>	<b>12,6%</b>	<b>18,9%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	5 239,5	4 751,9	4 811,0	4 431,9	4 802,7	8,4%	-8,3%
Produits du règne végétal	24 645,3	21 315,8	27 162,2	24 360,3	29 815,0	22,4%	21,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 498,3	4 485,1	4 518,6	3 244,8	5 554,1	71,2%	23,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	26 656,3	23 719,9	30 092,5	22 578,8	33 950,0	50,4%	27,4%
Produits minéraux	129 631,5	119 215,5	125 081,6	137 954,2	145 384,2	5,4%	12,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	42 448,1	64 009,4	81 405,8	52 904,2	48 656,0	-8,0%	14,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	18 969,7	10 956,0	12 826,2	14 116,5	20 901,0	48,1%	10,2%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	155,9	121,6	329,5	344,8	154,7	-55,1%	-0,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	905,6	1 225,2	1 446,3	1 017,3	838,6	-17,6%	-7,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 112,2	5 095,3	5 801,5	7 177,0	5 713,1	-20,4%	-19,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 607,0	6 610,5	5 409,9	5 340,6	8 469,7	58,6%	-1,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 611,9	914,0	1 116,5	1 184,3	1 016,7	-14,2%	-36,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 788,7	4 087,0	3 259,1	3 192,5	3 183,3	-0,3%	-16,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préci.	72,8	103,7	113,4	90,6	44,2	-51,2%	-39,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	30 591,6	24 266,4	27 811,3	26 952,2	36 109,7	34,0%	18,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	63 433,1	52 722,9	59 122,1	79 700,2	80 167,2	0,6%	26,4%
Matériel de transport	36 834,3	34 567,8	46 348,5	44 161,5	56 348,3	27,6%	53,0%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	4 011,2	5 193,4	5 391,2	3 232,5	6 491,6	100,8%	61,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	826,2	521,7	148,6	955,1	600,4	-37,1%	-27,3%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 12,6% (55,2 milliards de FCFA) au quatrième trimestre 2015. Cette hausse est imputable pour l'essentiel à la hausse des importations de « matériels de transport » de 12,2 milliards de FCFA, des « produits des industries alimentaires, boissons, alcool » de 11,4 milliards de FCFA, des « métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 9,2 milliards de FCFA et de la facture pétrolière de 7,4 milliards de FCFA.

Comparativement au quatrième trimestre de 2014, les importations ont enregistré une hausse de 78,5 milliards de FCFA. Trois produits majeurs ont contribué à l'envolée des importations : les « matériels de transport » pour 19,5 milliards de FCFA, les « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » pour 16,7 milliards de FCFA, et de la facture pétrolière pour 15,8 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2014	2015	2015	2015	2015	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>310 483,0</b>	<b>388 628,2</b>	<b>376 979,4</b>	<b>221 675,4</b>	<b>300 285,2</b>	<b>35,5%</b>	<b>-3,3%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	931,9	1 089,2	1 505,7	1 111,9	711,6	-36,0%	-23,6%
Produits du règne végétal	40 883,9	71 618,7	75 484,4	23 371,1	27 907,5	19,4%	-31,7%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	38 286,0	59 192,7	31 400,9	12 889,8	24 642,2	91,2%	-35,6%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 049,0	962,0	2 341,2	1 243,3	2 431,8	95,6%	18,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 473,3	2 325,7	2 300,6	1 306,3	1 019,7	-21,9%	-30,8%
Produits minéraux	1 719,3	409,2	455,9	2 351,7	336,2	-85,7%	-80,4%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 963,7	262,6	933,9	704,3	6 775,0	862,0%	245,0%
Mat. plastiç. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 480,1	421,3	326,6	160,5	285,0	77,6%	-80,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	105,4	4,3	22,1	110,8	151,3	36,5%	43,6%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	3,5	5,7	44,3	3,6	0,0	-100,0%	-100,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	84,7	16,0	751,3	9,0	11,5	28,8%	-86,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	62 596,2	74 052,4	75 201,6	1 039,7	29 505,1	2737,9%	-52,9%
dont coton fibre	61 246,4	66 221,5	74 385,9	113,4	28 691,5	25196,1%	-53,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	23,6	35,7	32,3	17,6	10,3	-41,5%	-56,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	94,7	80,8	124,6	75,0	78,3	4,5%	-17,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	178 285,5	211 460,9	199 879,5	173 459,7	210 704,3	21,5%	18,2%
dont or	178 285,5	211 448,4	199 568,5	173 195,8	210 371,8	21,5%	18,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	12 329,2	10 840,7	10 797,2	6 978,8	9 770,4	40,0%	-20,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 754,0	7 516,3	3 043,7	5 392,8	4 143,4	-23,2%	50,5%
Matériel de transport	3 169,3	6 336,7	3 228,3	3 588,8	5 379,7	49,9%	69,7%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	323,4	134,5	158,0	57,5	363,1	531,4%	12,3%
Marchandises et produits divers	164,5	88,8	264,4	617,6	609,2	-1,4%	270,3%

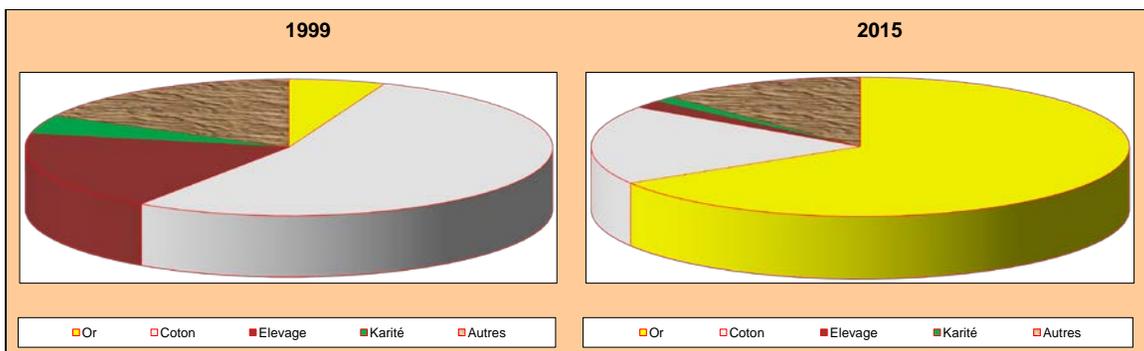


Au quatrième trimestre 2015, les exportations enregistrent une hausse de 35,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 220,8 milliards FCFA au troisième trimestre 2015 à 300,3 milliards FCFA. Cette hausse est principalement imputable aux exportations de l'or non monétaire, du coton fibre, et des produits du règne végétal. En effet, les exportations d'or non monétaire ont cru de 37,2 milliards de FCFA, du coton fibre de 28,6 milliards de FCFA et des produits du règne végétal de 11,8 milliards de FCFA.

En glissement annuel cependant, les exportations enregistrent une baisse de 3,3%. En effet, la hausse des exportations d'or non monétaire de 32,1 milliards de FCFA n'a pas pu compenser la baisse des exportations de coton fibre de 32,6 milliards de FCFA, et des produits du règne végétal de 13,0 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	1999	2012	2013	2014	2015
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,9%	79,4%	62,7%	58,7%	66,2%
Part du coton dans total	53,5%	11,4%	16,4%	17,4%	18,3%
Part des produits de l'élevage dans total	18,8%	5,4%	3,3%	2,9%	1,7%
Part du karité dans total	4,5%	1,7%	1,6%	1,8%	1,3%
Part des autres produits dans total	17,3%	2,2%	16,0%	19,3%	12,4%

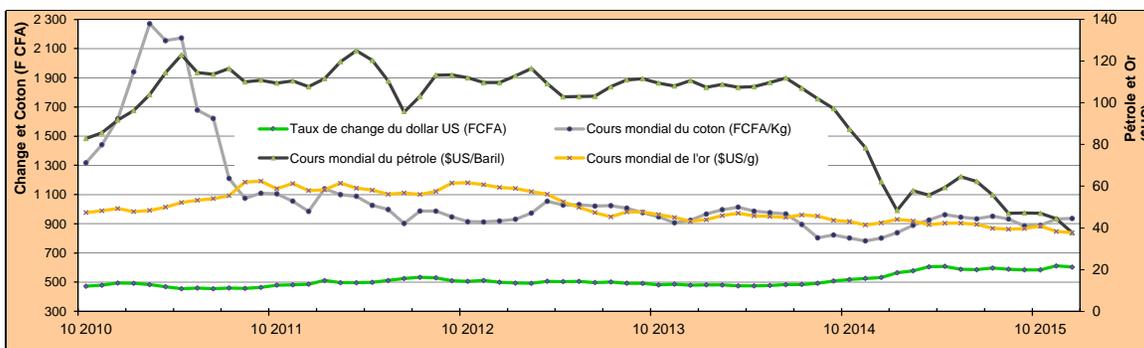


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (63,5%) et celles de produits de l'élevage (14,2%) en 1998, il ressort une prédominance de l'or avec 62,7% de la part des exportations en 2013. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 33,5 tonnes en 2013.

Source : MINEFID / INSD

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	Moyenne trimestrielle	2014	2015	2015	2015	2015	trimestriel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	525,3	582,4	593,8	590,1	599,4	1,6%	14,1%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	76,0	54,0	62,1	50,0	43,0	-14,0%	-43,4%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 514,8	1 518,3	1 594,7	1 563,9	1 533,2	-2,0%	1,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	42,3	43,0	42,1	39,6	39,0	-1,7%	-7,9%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	39,8	31,5	36,9	29,5	25,8	-12,8%	-35,3%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	795,6	884,6	946,9	923,0	919,0	-0,4%	15,5%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,2	25,0	25,0	23,4	23,3	-0,2%	5,0%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,020	0,028	0,026	0,031	0,036	14,5%	77,0%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, la monnaie américaine s'est raffermie par rapport aux autres devises, notamment le FCFA au dernier trimestre 2015 après une légère dépréciation enregistrée un trimestre plus tôt. Le franc CFA a cédé 1,6% de sa valeur au quatrième trimestre 2015 après la hausse de 0,7% observée un trimestre auparavant. En moyenne, il s'est échangé à 599,4 francs pour un dollar au dernier trimestre 2015 contre 590,1 francs au trimestre précédent. Par rapport à la même période en 2014, le franc CFA s'est déprécié de 14,1% vis à vis du dollar américain. En moyenne annuelle, il a perdu 19,6% de sa valeur en 2015 comparativement à 2014. La vigueur du dollar reste soutenue par les performances de l'économie américaine et les effets de la politique monétaire de la réserve fédérale américaine (Banque centrale).

**- Prix des produits exportés :**

Le cours du coton a terminé le dernier trimestre de l'année 2015 en baisse de 2,0% après le recul observé au trimestre précédent (-1,9%). En moyenne, il s'est situé à 1 533,2 dollars la tonne au quatrième trimestre 2015 contre 1 563,9 dollars la tonne un trimestre plus tôt. Sur l'année 2015, le cours du coton a reculé de 15,3%, comparativement à 2014. Converti en franc CFA, le prix du coton-fibre est en baisse de 0,4%, ressortant à 919,0 FCFA le kilogramme au quatrième trimestre 2015 contre 923,0 FCFA le kilogramme un trimestre auparavant. Le cours du coton reste influencé par une demande mondiale faible, notamment celle de la Chine.

Le cours de l'or ne cesse de baisser depuis le léger redressement observé au premier trimestre 2015. L'once d'or a perdu 1,7% de sa valeur au quatrième trimestre 2015 contre un fléchissement de 5,9% au trimestre précédent. En moyenne, le gramme d'or s'est échangé à 39,0 dollars au dernier trimestre 2015 contre 39,6 dollars au troisième trimestre. En glissement annuel, le cours de l'or a reculé de 7,9% au quatrième trimestre 2015 contre -12,3% un trimestre plus tôt. En FCFA, l'or s'est échangé en moyenne à 23 338 francs le gramme au quatrième trimestre 2015, en baisse de 0,2% en rythme trimestriel et en hausse de 5,0% en glissement annuel. Le cours de l'or reste influencé par la confiance des investisseurs pour les marchés et le raffermissement du dollar.

**- Prix des produits importés :**

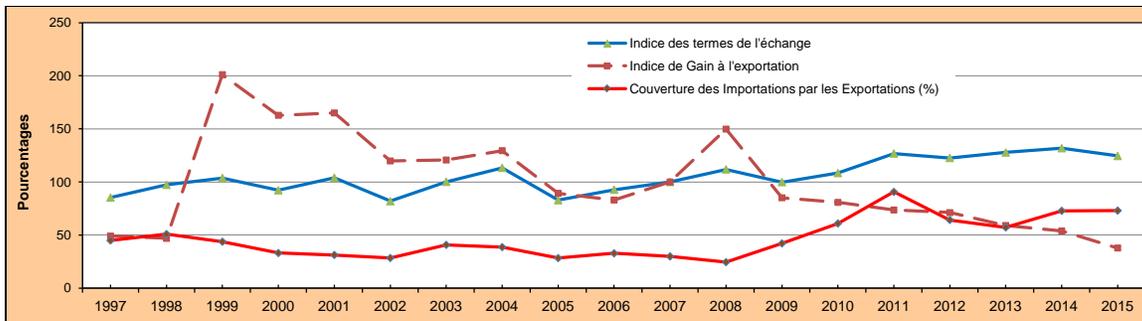
Sur le marché du pétrole, les cours maintiennent leur tendance baissière qui s'est accrue sur les deux derniers mois de l'année 2015, clôturant en décembre sous la barre de 40,0 dollars le baril.

En variation trimestrielle, le cours du baril de pétrole Brent s'est replié de 14,0% au dernier trimestre 2015, ressortant à 43,0 dollars contre 50,0 dollars un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le prix du baril de pétrole a reculé de 43,4% au quatrième trimestre contre 51,0% au troisième trimestre 2015. Exprimé en FCFA, le prix de l'or noir est en baisse de 12,8% et 35,3% respectivement en glissements trimestriel et annuel. En moyenne annuelle, le baril de Brent a perdu 47,1% de sa valeur en 2015 par rapport à 2014. Cette situation est expliquée principalement par une offre mondiale abondante, renforcée par la volonté de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) de maintenir sa politique de production afin de garder ses parts de marché.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

### INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	Var. Thursday Var./Wednesday r./Tuesday	
	Indice prix à l'exportation	150,2	156,9	159,7	148,7	136,4	-8,2%
Indice prix à l'importation	118,5	128,0	124,1	112,8	109,6	-2,8%	-11,7%
Indice des termes de l'échange	126,8	122,6	127,8	131,8	124,5	-5,6%	-2,6%
Indice de gain à l'exportation	73,6	71,1	59,0	53,8	37,8	-29,8%	-36,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	90,6	64,2	57,2	72,8	73,0	0,2%	27,7%



Globalement, si au cours des années antérieures, les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations. De nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 90,6% atteint en 2011. En 2012, le taux de couverture a chuté en passant à 64,2%, et depuis lors peine à atteindre la barre de 75%. Le taux de couverture s'est située à 73,0% en 2015.

Source : MINEFID / INSD

## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage:**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Bèna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie:**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.}$$

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>SOW, Arouna</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa</b>	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>PODA, Serge Gnaniodem</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>ZONGO, S. Lambert</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP